

Droit Au Logement



Paris le 25 décembre 2024

Objet : Camp des DALOs – Place Clémenceau

Monsieur Emmanuel Macron
Président de la République Française
Palais de l'Élysée,

Monsieur le Président de la République :

Le 27 juillet 2017, vous avez déclaré à Orléans : **« la 1ère bataille, c'est de loger tout le monde dignement, je ne veux plus, d'ici la fin de l'année, avoir des femmes et des hommes dans les rues, dans les bois, perdus, c'est une question de dignité, d'humanité »...**

7 ans plus tard, le nombre de sans-abris est passé de 143.000 à 330.000. Celui des demandes de logement social en attente est passé de 2,05 millions à 2,7 millions, celui des expulsions forcées dépasse les 20.000 en 2024, contre 15.547 en 2017, le nombre de logements vacants a atteint le nombre historique de 3,1 millions.

Vous savez combien la vie à la rue est un danger permanent pour tout être humain, à commencer par les enfants, les femmes, les personnes âgées ou porteuses d'un handicap, mais aussi pour les hommes de tous âges. Ces personnes sans-abris vivent sous la menace du viol, de la violence, de vols et sont exposés aux intempéries, à l'isolement, à la solitude, à la maladie, à l'addiction, à une mort précoce ... Selon les données publiées par l'association « les morts de la rue », une personne sans-abri a une espérance de vie moyenne de 15 ans à partir du jour où elle tombe dans la rue. Elle décède à l'âge moyen de 49 ans, alors qu'il est en moyenne de 85 ans dans notre pays. La présence d'un nombre toujours plus important de personnes sans-abris engendre indifférence et cruauté sociale.

Le droit à l'hébergement inscrit dans la loi jusqu'à une orientation n'est plus qu'un vain mot, en témoigne la saturation du 115, tandis que la loi DALO est de moins en moins bien appliquée : les familles sont désormais plus de 100 000 en attente de relogement, dont 80 000 en Ile de France. C'est pour le respect de cette loi que des demandeurs HLM, reconnus DALO, ont installé un campement Place Clémenceau depuis le 17 décembre, sous la statue du Général de Gaulle, malgré le froid, la pluie et le vent, dans l'attente d'un engagement fiable de relogement. Peut être les avez-vous aperçu ?

Tout être humain doit être protégé, ce qui être la fonction première de l'État, avant même la protection des biens immobiliers ou mobiliers ; le laisser à la rue ou dans un taudis c'est le condamner ! Pour « *loger tout le monde dignement* », comme vous l'aviez déclamé en 2017, il faudrait commencer par appliquer la loi de réquisition des logements et bureaux vacants détenus par de riches propriétaires pour ne plus « *avoir de femmes ni d'hommes dans les rues, les bois ...* », il faudrait financer la production de logements sociaux par centaines de milliers pour satisfaire la demande pressante, mais aussi juguler la spéculation et les loyers chers pour permettre aux classes moyennes de se loger.

Les familles DALOs, parmi lesquelles certaines sont sans abris, vous remettent symboliquement en cette journée de Noël un « kit de survie » pour rappeler la souffrance de la rue et vous souhaite de ne jamais vous retrouver dans cette situation.

Monsieur le Président, restant à votre disposition, et comptant sur votre humanité pour donner les instructions nécessaires à résorber la crise du logement et à loger les sans-abris et les DALOs, veuillez agréer Monsieur le Président de la République, l'expression de nos salutations distinguées.

L'association Droit au logement et les familles du camp des DALOs